



SUITE DE LA PAGE 11

aux habitants des zones touchées –, les pêcheurs, commerçants, hôteliers sont progressivement dédommagés à hauteur de plusieurs dizaines de milliers de reais. Des sommes qui étourdissent les plus humbles et suscitent chez les autres rancœurs, jalousies mesquines et opportunisme.

« La tragédie a complètement détruit la région », observe Joao Carlos Thomé, de la fondation Tamar, chargée depuis les années 1970 de protéger les tortues marines. L'océanographe coordonne aujourd'hui une partie des recherches financées par Renova. « Au lendemain de la catastrophe, c'est bien simple : toute la table des métaux lourds était présente à des niveaux parfois cinquante fois supérieurs aux normes », explique-t-il, énumérant l'arsenic, le plomb, l'aluminium, le cuivre, le silicate de sodium, le vanadium... Deux ans après la déferlante de boue, au terme de sept expéditions marines, les relevés effectués dans l'eau de mer sont encourageants. La concentration en fer, en aluminium et en manganèse est encore élevée, mais « les éléments les plus dangereux affichent désormais des niveaux tolérables », dit-il.

« PERSONNE N'EST COUPABLE »

Les analyses de l'eau du fleuve sont plus difficiles à interpréter, car le Rio Doce continue de charrier la boue collée sur ses berges et dans ses fonds. Et l'expert n'est guère optimiste. « Ici, il y avait quarante espèces de zooplankton, il n'y en a plus que dix-huit. Cette disparition sera-t-elle temporaire ? Définitive ? Quels seront les effets sur la faune marine ? Sur la chaîne alimentaire ? Pour combien de temps ? On est encore incapable de le mesurer, déplore-t-il. Nous avons observé des traces d'oxydation sur le corail d'Abrolhos [archipel au large du Brésil]. A 200 kilomètres d'ici. »

En remontant le fleuve, par la grand-route, le même spectacle orange s'étire sur des centaines de kilomètres. A Itapina, petite ville posée sur les rives du Rio Doce, Joana Brau, ancienne lavandière aujourd'hui retraitée, se souvient des heures passées à pleurer devant le fleuve, accoudée à sa fenêtre. « Ils nous ont

LES RÉCITS DE PÊCHE QUI ANIMAIENT LA BOURGADE ONT FAIT PLACE À LA TORPEUR. LES HABITANTS TUENT L'ENNUI SANS IMAGINER DE FUTUR

enlevé une partie de nous », dit-elle. Pourtant, la vieille femme, privée d'emploi depuis belle lurette avec la généralisation des machines à laver, n'en veut ni à Samarco ni à l'Etat brésilien, régulièrement accusé de complaisance avec les entreprises minières. « Personne n'est coupable », pense-t-elle. Et précise : « J'ai toujours été bien traitée par Samarco. » Joana Brau reçoit 968 reais mensuels de la part de Renova.

En arrivant à Mariana, commune de l'Etat du Minas Gerais où siège Samarco, l'indulgence envers l'entreprise se fait plus explicite. Elle s'affiche sur les murs à coups de tags appelant à la réouverture de la mine. Depuis la catastrophe, le chômage a bondi. Samarco a dû cesser ses activités et a licencié la moitié de son personnel (plus de 1500 personnes), privant de travail quelque 3000 sous-traitants et affectant plusieurs dizaines de milliers d'emplois indirects. « Ici, on attend tous que la mine reprenne », confie une employée du groupe qui a voulu rester anonyme.

Samarco s'y attelle : l'entreprise a déjà obtenu une première autorisation délivrée en 2017 par le gouvernement de l'Etat du Minas Gerais, sans doute davantage préoccupé par l'emploi et les retombées fiscales d'un groupe milliardaire que par les questions environnementales.

« La reprise des activités, si elle a bien lieu, ne se fera que très graduellement, et nous n'utili-

serons plus les mêmes procédés », jure Leandra Valadares, attachée de presse du groupe. De fait, la méthode employée jusqu'en 2015 par Samarco pour retenir les déchets miniers, la moins coûteuse et la plus dangereuse, est désormais interdite au Brésil. « On a appris de nos erreurs. L'entreprise a de nombreux regrets. Il n'y a pas une seconde où on n'y pense pas », confesse Eduardo Moreira, ingénieur de Samarco, qui montre les travaux de réparation autour du barrage effondré.

« LES DÉCHETS SONT NON TOXIQUES »

Le chantier, étalé sur des kilomètres, a l'allure d'une vallée éventrée. Ce trou béant était utilisé par le groupe depuis son arrivée en 1977 pour y stocker ses déchets. Alors que la mine est à l'arrêt depuis le 5 novembre 2015, Samarco s'est consacrée à consolider Fundao. « L'enjeu est d'éviter que ce qui restait de boue, soit 5 millions de mètres cubes, ne fuite à nouveau vers le fleuve », détaille M. Moreira. Le barrage est surveillé par des radars et des caméras de surveillance ; des alarmes ont été disposées à tous les points stratégiques. Des alarmes qui, le jour du drame, étaient cruellement absentes.

« On ne peut pas ramener les vies, mais on travaille à la réparation des maux », assure M. Moreira. L'ingénieur enchaîne sa démonstration sur les travaux de stabilisation d'un autre barrage, plus ancien, celui de Germano, situé quelques mètres au-dessus de Fundao. L'éventuelle rupture de l'ouvrage, créé dans les années 1980 et fermé depuis 2007, donne le vertige : la retenue contient 730 millions de mètres cubes de déchets miniers.

« Les déchets sont non toxiques, précise Eduardo Moreira, qui assure que la mine n'utilisait aucun produit autre que du sable et de l'eau pour extraire le fer. L'arsenic détecté dans la boue est typique de l'extraction de l'or. Le métal était probablement déjà présent au fond du fleuve et a été remué par la force de l'eau. Le Rio Doce a derrière lui deux cents ans d'exploration minière. »

Les travaux censés assurer la rédemption de Samarco mènent jusqu'au fin fond de la vallée, où fut enseveli le village de Bento Rodrigues. C'est ici, à quelques jets de pierre d'une église du XVIII^e siècle dont il ne reste

que les ruines, que se trouvait la maison de Jose de Nascimento de Jesus, 72 ans, et de son épouse Maria Irene de Deus. Le fantôme de leur maison démolie par la boue est aujourd'hui noyé sous un lac saumâtre mis en place par Samarco dans le cadre de ses travaux de « stabilisation ».

L'évocation du nom de l'entreprise honnie fait crispier les mâchoires de M. de Jesus. La catastrophe, il s'en souvient comme si c'était hier. C'était vers 16 heures. Il y eut d'abord cette odeur pestilentielle. « D'ordures, de moisi », dit-il. Puis les cris, l'affolement. L'homme a simplement eu le temps de sortir de son jardin et de sauter torse nu dans la voiture d'un voisin pour se réfugier, avec son épouse, dans le haut du village. « Je n'ai rien emporté, rien d'autre que ma vie », raconte-t-il.

Relogé temporairement au rez-de-chaussée d'un immeuble moderne de Mariana, Jose de Nascimento de Jesus n'est retourné qu'une fois à Bento Rodrigues. Trop de souvenirs. Trop de tristesse. L'ancien président de l'association des habitants se consacre aujourd'hui au suivi des audiences de Samarco devant la justice, à Belo Horizonte comme à Brasilia. « Je me mets au premier rang, face à leurs avocats », dit-il. L'homme, petit corps frêle et visage buriné, n'a raté aucune convocation, sauf celle de la mi-mars, pour cause d'opération chirurgicale – « mon cœur ne battait plus ».

« FAUNE ET FLORE BOULEVERSÉES »

Il n'en doute pas : ces traces de santé sont liés aux tourments de sa nouvelle vie. « On est dans l'incertitude. Ça fait deux ans que Samarco doit reconstruire notre village et il n'y a toujours rien. » Deux ans que Jose de Nascimento de Jesus ne fête plus les anniversaires en famille, deux ans qu'il tente, en vain, de prendre des nouvelles de ses anciens voisins aujourd'hui éparpillés.

« La tragédie du Rio Doce est une des pires catastrophes environnementales de l'histoire, mais c'est aussi un désastre social », estime Roberto Waack. Le président-directeur de la fondation Renova, qui a côtoyé le monde de l'entreprise et celui des organisations non gouvernementales écologistes, orchestre un tra-